

s'agit pas seulement de savoir si l'argent public est bien dépensé : il faut que cet argent provienne équitablement et dans une juste proportion de chaque classe de la population. La taxation de certaines classes, à l'exclusion d'autres, est plus qu'une injustice : c'est une malhonnêteté.

Le cabinet provincial paraît, avant tout, avoir à cœur de *tenir parole*. Mais il lui reste à apprendre qu'en politique un gouvernement ne doit pas se lier par des promesses imprudentes. Les ministres avaient promis d'amener M. Mercier devant les cours criminelles. Ils l'ont fait et l'on sait combien cela leur a réussi.

M. de Boucherville avait promis de rester neutre entre M. Cook et M. Normand. Agir de la sorte avec un fidèle ami comme M. Normand, même pour plaire à M. Pelletier, ça n'est pas bien. Les gens de Trois-Rivières n'ont pas voté pour le gouvernement lâcheur, mais pour le fidèle ami d'un parti bien mal compris par ses chefs.

Le gouvernement provincial doit se féliciter aujourd'hui d'avoir traîné M. Mercier au banc criminel. L'opinion publique s'était ouvertement prononcée contre ces poursuites dont l'inopportunité était évidente. Personne n'aurait blâmé le gouvernement d'avoir oublié le passé pour ne songer qu'aux responsabilités actuelles.

Le procureur-général a été la victime dans toute cette histoire-là. Sa belle réputation comme avocat aura-t-elle à en souffrir ? C'est possible ! — Tant pis pour lui, s'il l'a compris trop tard, ou s'il s'en est laissé imposer.

M. Mercier, libéré de l'accusation d'avoir conspiré, semble oublier ses extravagances administratives, les déprédations faites par ses amis, et la dilapidation du trésor public accomplie sur une grande échelle pendant six ans. Le peuple, lui, n'oubliera pas cela.

M. Mercier dit qu'il a été persécuté parce qu'il a trop aimé son pays, parce qu'il a été trop loyal à son parti !.. *Se non è vero, è ben trovato !*

Il y avait lieu de croire que la rude épreuve subie par l'ex-Premier aurait sur lui un effet salutaire et lui profiterait. Nous nous étions trompés : ses discours de Québec et de Montréal sont dans la note de ses discours de l'an dernier : de l'enflure, de la blague ! Mon peuple ! Ma belle province ! Ma race !... Quoi, le frère de Riel tout pur !

On en a pourtant assez de celle-là. Notre belle province a été menée trop loin avec ces blagues. Notre bon sens national a été trop souvent questionné, à la suite de déclarations absurdes, bouffonnes, intempestives, de nos hommes publics. Il n'en faut plus. Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est peu de chose : du sens commun, de l'honnêteté administrative, de la dignité nationale ! — Serait-ce marchandise rare parmi nous ?...

"Je suis député à Ottawa, et, n'en déplaise au Free Press, je voterai demain pour le transfert du chemin de fer Intercolonial au Pacifique, s'il m'était prouvé que ce transfert est avantageux au Canada," dit M. Joncas.

Moi aussi, je favoriserais ce transfert, mais il s'agit de savoir ce qui est avantageux et ce qui ne l'est pas. Et c'est une chose difficile à établir. Voilà pourquoi la presse doit d'avance s'enquérir de la valeur de l'Intercolonial, au point de vue de son exploitation par une compagnie privée, et des conditions dans lesquelles ce che-

min peut être cédé ou vendu. L'Intercolonial a coûté des dizaines de millions. Demain le Pacifique peut prélever des sommes fabuleuses par le placement de bons sur ce chemin en le faisant déclarer, par le parlement, partie du Pacifique. Il vaut autant que le produit de ces débentures aille à diminuer la dette publique qu'à augmenter la fortune de quelques millionnaires déjà suffisamment gorgés.

Le départ de M. Chapleau pour Spencer Wood sera regretté par les hommes d'affaires. Sa largeur de vues, la nouvelle direction qu'il a donnée à l'interprétation des lois de douanes, et ses relations départementales lui ont créé une popularité considérable dans le commerce canadien.

La plus grande faute du gouvernement Abbott a été d'avoir agi avec une ingratitude sans nom envers des hommes auxquels le parti conservateur devait une large part de ses succès. Sa plus frappante victime est Sir Hector Langevin, dont les talents pouvaient être contestés, mais dont le dévouement à son parti et les services personnels envers tant de conservateurs auraient dû attirer une véhémence protestation contre les procédés dont il a eu à souffrir.

M. Laurier subit le reproche d'une indifférence coupable chez un chef politique. — Son beau caractère et son passé immaculé ne suffisent pas à l'ardeur des groupes militants du parti libéral. On le voudrait voir constamment dans la mêlée. On oublie trop peut-être qu'en politique, certaines qualités n'existent qu'à l'exclusion d'autres.

D'ailleurs, si les libéraux veulent d'un batailleur, ils n'ont qu'à prendre Sir Richard Cartwright, pour chef. Mais quand il s'agit de ce dernier, les groupes paisibles du parti protestent contre ses violences incessantes. Sa rudesse, bonne parfois dans la lutte, lui a attiré en temps de paix bien des ennemis dans les rangs libéraux. Et voilà pourquoi on lui a préféré Laurier comme chef.

Il y avait bien M. Blake. Ah ! celui-là est richement doué, mais trop au-dessus de son temps, trop au-dessus du niveau politique actuel. Puis il lui manque ce magnétisme personnel, ce charme des manières, cette affabilité si nécessaires dans un chef politique. Il fera mieux dans une sphère plus grande où son immense talent aura tout son essor ; où, le voyant de moins près, on le trouvera d'autant plus grand.

Le parti libéral a subi assez de défaites pour avoir appris quelque chose. Il a dû apprendre, avant tout, que pour avoir la confiance du peuple, il faut, au pouvoir, faire mieux que ses adversaires, — avoir un programme, et de l'esprit de corps, — à défaut de l'esprit de parti qui est un mal parce qu'il est généralement poussé trop loin.

Au pouvoir, les libéraux ont commis toutes les fautes des conservateurs et plus ; ils ont si mal conduit leur barque qu'ils n'ont pu garder que pour peu de temps l'administration des affaires. Dans l'opposition, ils n'ont eu pour programme que faire, dire et prêcher le contraire de ce que faisaient, disaient et prêchaient les conservateurs.